

PRESES
UNIVERSITAIRES
DE FRANCE

François Puaux

**La Politique
internationale
des années
quatre-vingt**

De Reagan à Gorbatchev

Ouvrages parus dans la collection
« Perspectives Internationales » :

- Mario BETTATI, *L'asile politique en question. Un statut pour les réfugiés.*
- Claude BONTEMS, *La guerre du Sahara occidental.*
- Claude COLLIN DELAUDAUD, *Territoires à prendre. Le marché face aux idéologies.*
- Hervé COUTAU-BÉGARIE, *Géostratégie de l'Atlantique Sud.*
- Philippe DECRAENE, *Vieille Afrique, Jeunes Nations* (2^e éd.).
- René Jean DUPUY, *La clôture du système international.*
- Edmond JOUVE, *L'Organisation de l'Unité Africaine.*
- Annie KRIEGER, *Le système communiste mondial.*
- Françoise de LA SERRE, *La Grande-Bretagne et la Communauté européenne.*
- Hélène MAZERAN, *L'océan Indien : un enjeu pour l'Occident.*
- Marcel MERLE, *La politique étrangère.*
- Hubert MOINEVILLE, *La guerre navale. Réflexions sur les affrontements navals et leur avenir.*
- Claude NIGOUL et Maurice TORRELLI, *Les mystifications du nouvel ordre international.*
- OCTAVE, *Demain l'Afrique.*
- Ricardo PASEYRO, *Taiwan, clé du Pacifique.*
- Philippe RICHER, *Jeu de quatre en Asie du Sud-Est.*
- Philippe RONDOT, *Le Proche-Orient à la recherche de la paix, 1973-1982.*
- Thomas C. SCHELLING, *Stratégie du conflit.*
- Pierre de SENARCLENS, *La crise des Nations Unies.*
- Léon VANDERMEERSCH, *Le nouveau Monde sinisé.*
- David S. YOST, *La France et la sécurité européenne.*
- Charles ZORGBIBE, *La Méditerranée sans les Grands?*
- Charles ZORGBIBE, *Les alliances dans le système mondial.*
- Charles ZORGBIBE, *Les derniers jours de l'Afrique du Sud.*
- Charles ZORGBIBE, *Dictionnaire de politique internationale*



La politique internationale
des années quatre-vingt

La politique internationale
des années quatre-vingt

De Reagan à Gorbatchev

8° R

99061

PERSPECTIVES INTERNATIONALES

Collection dirigée par
Charles Zorgbibe

NC

770800
32

FRANÇOIS / PUAUX

La politique internationale des années quatre-vingt

De Reagan à Gorbatchev



Presses Universitaires de France

DL-31121989-35832

FRANÇOIS PUAUX

La politique internationale
des années quatre-vingt

De Reagan à Gorbatchev

ISBN 2 13 042819 3

ISSN 0243-2331

Dépôt légal — 1^{re} édition : 1989, novembre

© Presses Universitaires de France, 1989
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris



Sommaire

Introduction

7

PREMIÈRE PARTIE / LES RELATIONS EST-OUEST DE 1980

A 1985

- | | |
|--------------------------------------|----|
| 1 Le rêve américain | 13 |
| 2 L'URSS, une société malade | 25 |
| 3 Les grands dossiers stratégiques | 39 |
| 4 Les relations euro-américaines | 61 |

DEUXIÈME PARTIE / L'EUROPE ET SES PROBLÈMES

- | | |
|--|-----|
| 5 La France entre les deux grands | 81 |
| 6 La question allemande | 91 |
| 7 Le drame polonais | 107 |
| 8 <i>Mittleeuropa</i> : un enjeu, plusieurs rêves | 117 |
| 9 L'Italie, pays du consensus | 127 |
| 10 Le « thatcherisme » : une révolution culturelle | 139 |
| 11 L'Europe communautaire. I : L'élargissement | 149 |
| 12 L'Europe communautaire. II : Le marché unique | 159 |
| 13 Une défense européenne ? | 179 |

La politique internationale des années quatre-vingt

TROISIÈME PARTIE / LES CONFLITS RÉGIONAUX

14 Les crises néo-latines	189
15 Amère Méditerranée	203
16 La question d'Orient	217
17 La guerre du Golfe	241
18 Le désastre afghan	253

QUATRIÈME PARTIE / LE PACIFIQUE

19 Le siècle du Pacifique ?	267
20 Les deux sabres du samouraï	273
21 La Chine de Deng Xiaoping	287

CINQUIÈME PARTIE / LE DÉGEL

22 La <i>perestroïka</i>	299
23 Reagan II	323
24 Est-Ouest, Gorbatchev mène le jeu	339
25 Intermède	355

Epilogue	365
----------	-----

Index	369
-------	-----

Introduction

Il est toujours délicat de découper l'histoire en périodes surtout lorsqu'il s'agit de la politique internationale. L'étude des dossiers fait apparaître des césures chronologiques différentes selon qu'il s'agit de l'un ou l'autre des protagonistes et d'immanquables chevauchements.

L'élection de Ronald Reagan, le 4 novembre 1980, comme Président des Etats-Unis échappe dans une certaine mesure à cette règle. On peut, semble-t-il, la considérer comme une date charnière. La décennie s'achève en effet par l'invasion de l'Afghanistan qui a mis fin à la détente et modifié très sensiblement le climat international. L'affaire des otages de Téhéran se termine avec le mandat de Jimmy Carter auquel elle a coûté si cher. L'Amérique, qui en sort profondément humiliée, éprouve le besoin de réarmer et de s'affirmer à nouveau sur la scène mondiale. C'est le programme sur lequel a été élu le nouveau Président qui va conduire les affaires d'une manière très différente de celle de son prédécesseur.

La politique extérieure de Ronald Reagan, dont la présidence coïncide avec la décennie, a donné l'impression d'avoir changé d'objectif et presque de nature entre les débuts de son premier mandat

et la fin du second. Le Reagan du discours d'Orlando sur « l'empire du mal » (mars 1983) et celui du sommet de Washington, scellant avec Gorbatchev l'accord sur les euromissiles (8 décembre 1987), sont-ils bien le même homme ? En réalité, la personnalité du Président américain est plus complexe qu'il n'y paraît. Il allie le goût d'être fort (le « syndrome de Rambo ») avec une allergie ancienne au nucléaire. Il est aussi très sensible aux grands courants de l'opinion. Or celle-ci exigeait en 1980 un puissant effort d'armement. L'effort accompli, elle a penché vers l'idée d'un désarmement contractuel. Reagan l'a senti et – parallèlement à son projet de guerre des étoiles, censé éliminer les armes nucléaires – son discours vis-à-vis de l'URSS a changé en janvier 1984. Les débuts de la campagne électorale pour le renouvellement de son mandat n'étaient sans doute pas étrangers à ce nouveau langage.

Le vrai tournant se situe en 1985/1986. En mars 1985 arrive au pouvoir à Moscou Mikhaïl Gorbatchev, un « partenaire-adversaire » d'une autre trempe que les vieillards valétudinaires qui régnaient depuis dix ans au Kremlin. La *perestroïka*, la *glasnost* et la « nouvelle pensée » ont déclenché une évolution, si ce n'est une révolution, en URSS et dans le monde que personne n'aurait pu imaginer. Au même moment, le jugement de Reagan, jusque-là intuitivement bon, semble s'être altéré, peut-être sous l'effet de l'âge. Dès l'été 1985, cédant à la pression d'un entourage médiocre, il s'est engagé dans ce qui devait se révéler en 1986 un énorme scandale : l'« Irangate ». Pour l'effacer, le Président s'est laissé attirer, en octobre 1986, dans la sorte de guet-apens qu'a été le sommet improvisé de Reykjavik, puis dans la négociation de l'accord le plus facile, celui auquel tenaient le plus les Russes : le traité de Washington du 8 décembre 1987, éliminant les fusées à moyenne portée, celles qui protégeaient l'Europe et assuraient le « recouplage » de sa défense avec celle des Etats-Unis.

L'ancien continent s'est révélé, au cours de ces années, ce qu'il est depuis la deuxième guerre mondiale : une « non-personne », pour reprendre la formule de Michel Jobert, incapable de se faire entendre, entretenant avec le grand allié américain des rapports souvent conflictuels. Le maillon le plus faible est l'Allemagne, exposée au

Introduction

chantage permanent de l'Est. Le pacifisme et le « national-neutralisme » qui la paralysaient se sont calmés à partir de novembre 1983, avec l'arrivée des premiers Pershing 2, mais ils ont repris avec la perspective de leur retrait dans le cadre de l'« option double zéro ».

Le seul vrai sujet de satisfaction et d'espoir pour la Communauté européenne est la perspective du « Marché unique » en 1993 qui lui donnerait dans les affaires du monde le poids qui lui a fait jusqu'ici défaut.

Première partie

Les relations Est-Ouest
de 1980 à 1985

« Revue de la géographie »

La géographie internationale est un domaine relativement récent, mais elle a connu de fortes évolutions. Le thème principal de cette revue est l'étude des relations Est-Ouest, avec des articles sur les aspects géographiques, politiques, économiques, sociaux, culturels et démographiques de ces relations. Les auteurs abordent les thèmes suivants : les relations Est-Ouest dans le monde, les relations Est-Ouest en Europe, les relations Est-Ouest en Amérique, les relations Est-Ouest en Asie, les relations Est-Ouest en Afrique, les relations Est-Ouest en Océanie, les relations Est-Ouest en Australie, les relations Est-Ouest en Nouvelle-Zélande, les relations Est-Ouest en Israël, les relations Est-Ouest en Arabie saoudite, les relations Est-Ouest en Iran, les relations Est-Ouest en Chine, les relations Est-Ouest en Inde, les relations Est-Ouest en Japon, les relations Est-Ouest en Corée, les relations Est-Ouest en Thaïlande, les relations Est-Ouest en Indonésie, les relations Est-Ouest en Malaisie, les relations Est-Ouest en Singapour, les relations Est-Ouest en Australie, les relations Est-Ouest en Nouvelle-Zélande, les relations Est-Ouest en Israël, les relations Est-Ouest en Arabie saoudite, les relations Est-Ouest en Iran, les relations Est-Ouest en Chine, les relations Est-Ouest en Inde, les relations Est-Ouest en Japon, les relations Est-Ouest en Corée, les relations Est-Ouest en Thaïlande, les relations Est-Ouest en Indonésie, les relations Est-Ouest en Malaisie, les relations Est-Ouest en Singapour.

Le thème de l'Asie du Sud-Est est également abordé dans cette revue. Les auteurs abordent les thèmes suivants : les relations Est-Ouest en Asie du Sud-Est, les relations Est-Ouest en Indonésie, les relations Est-Ouest en Malaisie, les relations Est-Ouest en Singapour, les relations Est-Ouest en Thaïlande, les relations Est-Ouest en Corée, les relations Est-Ouest en Japon, les relations Est-Ouest en Chine, les relations Est-Ouest en Inde, les relations Est-Ouest en Australie, les relations Est-Ouest en Nouvelle-Zélande, les relations Est-Ouest en Israël, les relations Est-Ouest en Arabie saoudite, les relations Est-Ouest en Iran, les relations Est-Ouest en Chine, les relations Est-Ouest en Inde, les relations Est-Ouest en Japon, les relations Est-Ouest en Corée, les relations Est-Ouest en Thaïlande, les relations Est-Ouest en Indonésie, les relations Est-Ouest en Malaisie, les relations Est-Ouest en Singapour.

Première partie

Les relations Est-Ouest
 de 1980 à 1985

1

Le rêve américain

« Réveiller le géant »

« Nous commençons une ère de renouveau national (...), nous avons le droit de faire des rêves héroïques...! » Dans la prosopopée de son investiture, Ronald Reagan, avec des accents d'une authentique sincérité, s'efforce de « réveiller le géant » endormi et de faire passer un message que d'aucuns ont trouvé simpliste, mais dont on ne peut nier qu'il s'inscrive dans la grande tradition de ce qu'on a appelé le rêve américain. Sa vision d'une Amérique forte et « grande à nouveau » se fonde sur un retour à l'esprit d'initiative, ainsi qu'au goût du risque et, pour reprendre la formule même du candidat républicain triomphalement élu le 4 novembre 1980, sur le renouveau du « grand esprit américain ».

L'image de l'Amérique de 1980 était sérieusement dégradée. C'est l'année où le sociologue Michel Crozier, de retour de Harvard, publie *Le mal américain* et voit les Etats-Unis, « ce vieux pays semblable aux autres..., sombrer dans le désordre et la confusion ». Le déclin de l'influence et de la puissance de cette immense nation avait été souligné jusqu'à la caricature par l'affaire des otages de

Téhéran. La société américaine était confrontée avec des tensions raciales, la démoralisation des universités et de la jeunesse, un chômage croissant, une productivité en baisse et un outil industriel vieilli.

La fin cathartique de la présidence Nixon, les convulsions du Watergate s'ajoutant au traumatisme profond provoqué par la guerre du Viêt-nam n'avaient pas été effacés par l'administration incertaine de Jimmy Carter, bien au contraire. A l'intérieur, une inflation galopante, à l'extérieur, une démonstration d'impuissance face aux désordres de l'Iran et à l'invasion de l'Afghanistan provoquaient chez les Américains un sentiment d'humiliation et de frustration dont a bénéficié Reagan.

La revue *Foreign Policy* dressait à la fin de 1980 un bilan impressionnant de la position de l'Amérique dans le monde. Le produit national brut des Etats-Unis représentait 34 % du total mondial en 1950; il n'était plus que de 25 % en 1980, et leur part dans la production industrielle de la planète était tombée des deux tiers à un tiers. L'Amérique disposait trente ans auparavant de la moitié des réserves monétaires du monde, elle n'en avait plus que 7 %. Ses dépenses militaires, qui avoisinaient la moitié du total mondial en 1951, n'en constituaient plus qu'un quart. Sans doute ce déclin relatif était-il dû en grande partie à l'émergence dans le monde de nouveaux pays et de nouvelles économies. Ces chiffres n'en traduisaient pas moins un ralentissement incontestable de la croissance et de la puissance de l'Amérique. Les républicains sont donc arrivés en proposant d'appliquer des remèdes simples à de grands maux.

Le *great old party* avait trouvé en la personne de Ronald Reagan un héros que les Européens ont eu, dans un premier temps, du mal à prendre au sérieux. Comment cet ancien acteur, qui avait joué pendant vingt-sept ans (1937-1964) des rôles secondaires sur les écrans de cinéma, pouvait-il prendre en charge les affaires de la plus grande puissance du monde ? C'était négliger son expérience syndicale et politique déjà ancienne¹. Son discours était bien diffé-

1. Ronald Reagan a été président de la puissante *Screen Actors Guild* de 1947 à 1952, puis en 1959-1960. Entré au Parti républicain en 1962, il avait noué des

rent de la vision gaullienne de l'Etat-nation, dans la mesure où il cherchait au contraire à réduire l'importance du pouvoir central et à rendre aux entreprises leur totale liberté. C'est d'elles que le nouveau Président attend l'accomplissement de la priorité des priorités, c'est-à-dire le redressement de la situation économique du pays, qui seul permettra de réarmer massivement, de restaurer l'autorité des Etats-Unis dans le monde et de « bâtir une paix stratégique ». Grâce à la vertu magique de la puissance, face à une Union soviétique non fiable, hostile à l'Occident et dangereuse, l'Amérique s'affirmera à nouveau comme « leader du monde libre ».

Pour la première fois, comme l'a noté Raymond Aron, un idéologue de droite prend le pouvoir aux Etats-Unis. Ronald Reagan est au sens propre du terme, qui n'est pas forcément péjoratif, un réactionnaire. Il veut restaurer les valeurs traditionnelles et reste passionnément attaché à une économie capitaliste de marché, pure et dure. Il s'appuie sur un groupe d'intellectuels, (un *Think tank*) connu sous le nom de « néo-conservateurs », qui collaborent à la revue *Commentary*, dirigée par Norman Podhoretz, et participent aux colloques du Centre d'études stratégiques de l'Université de Georgetown. Le paradoxe a voulu que la plupart d'entre eux fussent des démocrates en rupture avec le libéralisme de la fin des années soixante² : David Stockman, le directeur du Budget de la Maison-Blanche, a été un militant de l'opposition à la guerre du Viêt-nam et le P^r Irving Kristol, un trotskiste repent. Le choix de Jeane Kirkpatrick, autre transfuge démocrate, professeur de sciences politiques à Georgetown, comme ambassadeur à l'ONU est symbolique. Reagan avait remarqué ses articles dans *Commentary* et sa profession de foi sur « la validité du rêve américain ». Pour excessives que soient bien souvent les prises de position de ce groupe, il faut reconnaître qu'il a apporté au conservatisme américain une respec-

liens étroits avec la *John Birch Society*, marquée très à droite. Elu gouverneur de Californie en novembre 1966, il s'était déjà lancé après deux mandats, en 1976, dans la course à la présidence. Mais le parti lui avait préféré cette année-là Gerald Ford.

2. Aux Etats-Unis, le « libéralisme » correspond à ce que nous appelons en France « la gauche ».

tabilité intellectuelle qui lui faisait cruellement défaut du temps de Barry Goldwater.

*L'Amérique des années quatre-vingt
est-elle reaganienne ?*

Reste à savoir si la conception du monde de Ronald Reagan correspond réellement à l'épistémé américaine de cette fin du xx^e siècle. La grande presse « libérale » de la côte Est le nie. Elle a toujours considéré la victoire de l'ancien acteur et du politicien amateur comme un accident de l'histoire. Des journaux tels que le *Washington Post* et le *New York Times* n'oublient pas qu'ils ont détruit Nixon et que l'infortuné Jimmy Carter, produit un peu monstrueux des *mass media*, leur a dû son élection, aussi bien que sa chute. Faute d'avoir une emprise réelle sur Reagan, ils ne lui passeront rien et leurs éditoriaux seront féroces. Sa présidence, selon les milieux libéraux, ne correspondrait pas à une véritable vague de fond conservatrice, mais à une simple réaction populaire devant l'impéritie de Jimmy Carter. Les grands électeurs de Reagan ont été l'ayatollah Khomeyni, Brejnev et ses fusées, les constructeurs d'autos japonais, les émirats de l'OPEP, les Européens ingrats et les immigrés illégaux. « *America is not going to be pushed around any more* »³, le slogan des partisans du candidat républicain était censé répondre à l'attente d'un peuple frustré mais ne marquait pas pour autant, estimaient les libéraux, une montée en puissance décisive des conservateurs, la naissance d'une majorité nouvelle.

Il est de fait que les réformes introduites par les démocrates (intégration scolaire, avortement, dirigisme étatique, etc.) s'étaient heurtées à la résistance d'une partie des classes moyennes et que l'Etat-providence ne faisait plus l'unanimité. On ne peut en conclure cependant au rejet massif de l'héritage rooseveltien. En témoignaient la très faible participation populaire lors de l'élection présidentielle et l'étroitesse de la marge avec laquelle les conservateurs étaient passés au Sénat en 1980.

3. « L'Amérique ne se laissera plus bousculer. »

En revanche, il paraît clair que le néo-conservatisme du Président a des assises sérieuses à l'Ouest et au Sud. Ronald Reagan lui-même vient de la Californie qu'il a longtemps gouvernée. Plusieurs de ses collaborateurs les plus importants en sont originaires. Le *Sun Belt*, la ceinture des « Etats du Soleil », est reaganien. Plus de la moitié de la population du pays vit au-delà du Mississippi, dans cette partie de l'Amérique qui s'est développée plus vite que la vieille façade atlantique. Michel Crozier estimait que la dernière frontière avait désormais été atteinte et que le rêve américain dans le « monde plein » qui est désormais le sien, comme il est depuis longtemps le nôtre, ne pourrait jamais plus être ce qu'il a été. D'une manière plus nuancée, on peut opposer l'Ouest et le Sud, qui forment encore un monde neuf tourné vers le Pacifique, les Caraïbes et l'Amérique latine, à l'Est où existe un courant social-démocrate issu du *New Deal*, qui s'est progressivement détaché du capitalisme traditionnel, ne cultive plus la religion de l'effort et a pris goût au *Welfare State* et à l'intervention de l'Etat dans l'économie. Stanley Hoffmann (*Le Monde*, 6 janvier 1981) fait pour sa part allusion à « l'ambivalence fondamentale d'une bonne partie des Américains » face aux valeurs traditionnelles qu'ils célèbrent, sans toujours se rendre compte qu'ils s'en sont déjà beaucoup éloignés en escomptant toutes sortes d'aides de l'Etat, en travaillant moins et en consommant autant que faire se peut.

Le Président ne manque pas d'ennemis. Il a toujours été détesté par les politiciens libéraux. Nombre d'intellectuels le considèrent comme un ignorant, un ancien acteur de série B, un cow-boy de cinéma. Les états-majors syndicaux et les meneurs noirs le jugent néolithique, appartenant à la faune résiduelle d'une Amérique disparue, un ennemi des pauvres et des gens de couleur. Les évêques le prennent pour un va-t-en-guerre. Mais il a aussi des ennemis à droite. C'est ainsi que l'aile ultra-conservatrice du Parti républicain lui reproche d'être trop pragmatique, trop prudent et de « préférer Wall Street à Main Street »⁴.

4. La formule a été employée par Howard Phillips, président du *conservative caucus*, et par Newt Gingrich, représentant de la Géorgie et leader du courant

Son électorat ne coïncide pas avec les partis traditionnels et demeure en très grande majorité blanc, protestant et vivant dans les petites communautés urbaines⁵. Contrairement à ce que prétendent les ultras, Main Street n'a d'yeux que pour Reagan. Même ses limites ne déplaisent pas. Lorsque son principal collaborateur, Michael Deaver, révèle que le Président s'assouplit parfois au cours d'ennuyeux conseils des ministres, si l'on dit qu'il préfère son ranch californien au bureau ovale de la Maison-Blanche et qu'il faut lui présenter chaque dossier réduit à une page dactylographiée on ne le dessert pas. La « gaffe » du 12 août 1984 sur le bombardement de la Russie ne lui a nullement nui et a sans doute même plu à nombre d'Américains qui se sentent une âme de shérif⁶.

Le talent télévisuel, l'humour, l'entrain du septuagénaire qui règne à la Maison-Blanche lui ont valu l'épithète de « grand communicateur ». C'est qu'il est avant tout, comme l'a noté très justement Pierre Mélandri, un grand simplificateur⁷. Il offre aux Américains « une philosophie cohérente et d'une grande clarté » qu'il appuie d'exemples facilement intelligibles, comme autant de paraboles. Peu importe s'il agit parfois en sens contraire de sa philosophie. Ce qui compte, c'est ce qu'il dit, avec un grand pouvoir de séduction, et non ce qu'il fait. Ses détracteurs attribuaient ses succès à son « métier » d'acteur professionnel. Il y fallait plus : Ronald Reagan réussit à convaincre parce qu'il ne joue pas la comédie et qu'il est lui-même profondément convaincu de ce qu'il dit, même

populiste qui cherche à s'appuyer sur le conservatisme, à l'occasion réactionnaire, de la *middle class* américaine.

5. Un sondage du *New York Times* du 21 août 1984 a révélé que les électeurs de Ronald Reagan n'étaient qu'à 40 % de tendance républicaine et à près de 50 % de tendance démocrate. Trois électeurs sur dix se voulaient « indépendants ».
6. Au cours d'un essai de voix, depuis son ranch de Santa Barbara, avant son discours hebdomadaire radiodiffusé, le Président a dit sur le ton de la plaisanterie qu'il venait de signer un décret « mettant la Russie pour toujours hors la loi », ajoutant : « Le bombardement va commencer dans cinq minutes. » La *Pravda* a cru pouvoir parler d'un « énorme scandale politique ». Mais le journal *Le Matin* a rappelé qu'en 1970, Leonid Brejnev, après avoir incité Georges Pompidou, au Centre spati al soviétique, à pousser sur un bouton, lui avait dit ensuite avec un gros rire : « Vous venez de détruire Paris! »
7. Pierre Mélandri, *Reagan, une biographie totale*, Paris, Robert Laffont, 1988.

si son discours a changé au cours des huit années qu'il a passées à la Maison-Blanche.

Les hommes du Livre

Dans le domaine des croyances religieuses, Reagan est en syntonie avec l'Amérique traditionnelle. Ses compatriotes sont restés les hommes du Livre. La Bible et le témoignage vécu de sa puissance sont un héritage du puritanisme du XVII^e siècle anglais et du calvinisme presbytérien qui appartient au quotidien. Jimmy Carter s'y référait sans cesse. Ronald Reagan, pour sa part, a proposé (c'était avant son élection) qu'on enseigne dans les écoles la création du monde selon la Genèse, parallèlement à la théorie de l'évolution. Il allait ainsi au-devant de l'attente d'une grande partie des 26 millions de baptistes dont l'attachement ingénu à l'Écriture est inconditionnel et demeure prédarwinien.

Cet unanimisme confessionnel peut surprendre si l'on se réfère au nationalisme nordique protestant, anticatholique et antilatin d'avant la seconde guerre mondiale. Deux facteurs semblent avoir joué dans le sens de ce syncrétisme : la puissance assimilatrice du climat moral américain, tout d'abord, qui tend à donner, toutes croyances confondues, au christianisme d'outre-Atlantique, emporté par un grand courant moralisateur et missionnaire, les couleurs d'une religion nationale, voire d'une religion d'Etat. L'osmose entre la pensée protestante et celle du catholicisme n'est pas négligeable et engendre un christianisme américain *sui generis*⁸.

L'anticommunisme, en second lieu, a été le puissant ciment d'un certain fondamentalisme interconfessionnel tout à la fois religieux et xénophobe. Le sénateur McCarthy était catholique, mais sa chasse aux sorcières ressemblait furieusement aux excès du Ku

8. Tocqueville notait déjà en 1835 (*De la démocratie en Amérique*, t. 1) que « toutes les sectes aux Etats-Unis se retrouvent dans la grande unité chrétienne, et la morale du christianisme est partout la même ». Il relève plus loin que « aux Etats-Unis, la religion se confond avec toutes les habitudes nationales et tous les sentiments que la patrie fait naître ».

Klux Klan protestant, acharné, lui aussi, à poursuivre toute forme de gauchisme. En fait, on retrouve toujours derrière les grands mouvements américains une convergence plus ou moins consciente entre trois courants de pensée : la croyance à la bonté naturelle de l'homme et au progrès, héritée de Rousseau, la morale utilitariste de Jeremy Bentham et celle, plus exigeante, du civisme presbytérien d'origine calviniste. Il en résulte un patriotisme qui tourne facilement au nationalisme et – devant l'éclatante réussite matérielle de l'*american way of life* – une fierté justifiée, un moment ébranlée à vrai dire par Watergate, par le Viêt-nam et par la drogue, mais à laquelle Reagan a rendu droit de cité.

Le père de Ronald Reagan était de souche catholique irlandaise, mais sa mère, d'origine écossaise, avait adhéré à une secte protestante, les « Disciples du Christ », et son enfance a baigné dans un climat de « christianisme civique », animé par une vision à la fois exigeante et optimiste de l'homme, qui porte en lui assez de sens moral pour être sauvé par le bon sens et les Saintes Ecritures. De là datent sa foi dans les vertus du peuple américain et son optimisme fondamental⁹.

Il rejoint sans effort l'imaginaire de l'Américain moyen qui emprunte beaucoup aux Ecritures et y nourrit ses fantasmes. Reagan est très fier de proclamer 1983 : « l'année de la Bible » et il répète en 1984, l'année de sa réélection, que celle-ci contient la réponse à tous les problèmes. Il trouve un large écho, dans l'Amérique baptiste et dans le *Sun Belt* où le vote évangélique est prépondérant. La même année, une curieuse polémique agite les Etats-Unis jusqu'à provoquer des prises de position des hauts dignitaires ecclésiastiques et un éditorial du *New York Times* : Ronald Reagan croit-il ou non à la prophétie d'Harmaguédon et oriente-t-il la politique nucléaire du pays en conséquence ? Convient-il de prendre l'Apocalypse au pied de la lettre, notamment le verset 16 qui appelle les rois de la terre, poussés par les démons, à affronter le Dieu tout-puissant au lieu-dit Harmaguédon ?

Il existe aux Etats-Unis des *armageddonists* qui voient partout

9. Sur l'enfance et la jeunesse de Reagan, voir Pierre Mélandri, *op. cit.*

des signes indiquant que la bataille finale est proche, et l'on soupçonne le Président Reagan de voir lui-même ces signes. Il a effectivement déclaré en 1980 : « Nous pourrions bien être la génération qui verra Harmaguédon. » En 1983, lors de son fameux discours sur « l'empire du mal »¹⁰ (encore un terme emprunté au vocabulaire apocalyptique), il ajoute « qu'il y a eu des moments dans le passé où les gens avaient cru voir venir la fin du monde... mais jamais comme maintenant ». Enfin, le 21 octobre 1985, Ronald Reagan répète : « Personne ne sait si Harmaguédon aura lieu dans mille ans ou demain. »

Le corollaire de cette dramatisation est l'accent mis sur la nécessité de l'effort de défense. La modernisation de l'outil militaire américain, négligé par Nixon et par Ford, en raison du coût exorbitant de la guerre du Viêt-nam, puis par Carter, du fait de ses convictions pacifistes, est la première des priorités.

« *The big stick policy* »

« Vous rendez-vous compte de ce qui arriverait si, par malheur ce damné cow-boy devenait Président des Etats-Unis ? » Ces paroles étaient dites au tournant du siècle et le « damné cow-boy » n'était pas Ronald Reagan, mais Théodore Roosevelt que William McKinley, candidat à la présidence, venait de choisir comme partenaire sur son ticket. Le bos des bosses, le puissant sénateur Marcus Hanna, qui finançait la campagne républicaine essayait de détourner McKinley de ce choix, car le jeune et trop courageux gouverneur de l'Etat de New York passait pour un terrible gêneur. Moins d'un an après l'élection, McKinley était assassiné et Théodore Roosevelt, son vice-président, lui succédait constitutionnellement. Il devait rester sept ans à la Maison-Blanche et fut un grand président.

10. Le 21 mars 1983, parlant à Orlando en Floride, devant une assemblée évangélique, Ronald Reagan s'en était pris aux partisans du gel nucléaire, très nombreux chez ses auditeurs, et leur avait reproché leur angélisme « simpliste (...) ignorant les impulsions agressives de l'empire du mal » (lire : de l'URSS).

Par beaucoup de côtés (origine sociale et culture, notamment), Théodore Roosevelt était très différent de l'autre « cow-boy », son lointain successeur. Bien que foncièrement républicain et appartenant à une famille patricienne, il s'était fait le champion des droits du « petit homme » face au grand capitalisme. Mais les deux présidents se ressemblent par un certain style d'existence, par leur goût pour l'équitation et les citations bibliques, ainsi que par une manifeste joie de vivre. En politique étrangère, il y a des affinités incontestables entre le comportement du premier Roosevelt et celui de Ronald Reagan. Ils s'identifient, chacun à sa manière, à un archétype de l'imagerie américaine popularisé par les westerns, celui du justicier, du redresseur de torts, mais aussi de l'impérialiste, un mot qui n'a plus cours aujourd'hui, mais qui était revendiqué sans fausse honte par Théodore Roosevelt.

L'Amérique de Reagan renoue en quelque sorte avec cette politique plus conforme à sa nature profonde que l'angélisme de Jimmy Carter, succédant au repli sur lui-même d'un pays profondément traumatisé par la guerre du Viêt-nam et qui avait baissé sa garde. Elle y est d'ailleurs contrainte par la conduite du « partenaire-adversaire » soviétique, lequel, loin d'observer un mouvement symétrique de modération et de retenue, a exploité sans scrupule ce qui s'annonçait pour les Etats-Unis comme une « fenêtre de vulnérabilité ». L'élection de Reagan a coïncidé, on s'en souvient, avec le déploiement des ss 20 en Europe et avec l'invasion de l'Afghanistan.

Peut-on être à la fois le champion du réarmement et l'apôtre de la paix ? Là encore des ressemblances peuvent être trouvées entre les deux Présidents républicains. Théodore Roosevelt a réussi cette gageure de recevoir le prix Nobel de la paix pour son rôle dans la réunion de la deuxième conférence de La Haye et d'avoir attaché son nom à une politique de force, la *big stick policy* inspirée par la célèbre phrase qui lui est prêtée : « Parlez doucement, mais ayez un gros bâton dans la main, et vous irez loin. » Le principe de Roosevelt demeurait plus que jamais valable, mais Ronald Reagan l'a appliqué en deux temps : avant d'être en mesure de « parler doucement », il lui a fallu doter à nouveau son pays d'un solide bâton. Ce fut la grande affaire de son premier mandat. Le volonta-

Le rêve américain

risme mobilisateur de Président était accompagné d'une rhétorique antisoviétique dont la violence a parfois étonné.

Cette rhétorique était destinée à plaire à de larges couches de l'électorat. Elle avait aussi pour objet d'exercer une sorte de pression morale sur le Congrès en vue d'obtenir les crédits demandés. Elle trouvait enfin sa justification dans la croissance immodérée des armements en Union soviétique où rien ne venait freiner la toute-puissance du complexe militaro-industriel.

2

L'URSS, une société malade

La « perversion bureaucratique »

Les problèmes de la Russie des années quatre-vingt relèvent en grande partie de la pathologie sociale. Ce qui frappe l'observateur, c'est la situation démographique du pays : en l'espace de dix ans, l'espérance de vie chez les hommes est tombée de soixante-sept à soixante-deux ans. Durant la même période, la mortalité infantile a augmenté de 34%. Les ravages de l'alcoolisme font des progrès galopants et s'étendent maintenant aux femmes. Le déclin démographique atteint l'ensemble de la population, y compris les non-Russes.

La crise générale qui frappe la Russie remonte assez loin, car elle a commencé au moins huit ans avant la mort de Leonid Brejnev. Au malaise politique créé par la longue maladie du secrétaire général s'ajoutait la crise économique provoquée par les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 qui ont touché les pays de l'Est plus que l'on ne pouvait le prévoir. Il est difficile de dire si la chute brutale de la démographie est la cause ou la conséquence de cette crise. On ne peut que constater qu'elle l'accompagne, qu'elle agit sur toutes les com-

posantes de la société soviétique à la manière d'une dépression barométrique et aggrave les plaies de cette société.

L'économie soviétique, par rapport aux objectifs du Plan, est, au temps de Brejnev, un échec sur toute la ligne, sauf pour ce qui concerne les armements. Mais les dépenses militaires pèsent lourdement sur l'économie en absorbant, selon les calculs, entre 14 % et 17 % du produit national brut¹. La production agricole, objet depuis Khrouchtchev de tous les soins du régime, plafonne désespérément. La récolte des céréales n'a dépassé que trois fois 200 millions de tonnes et oscille entre 160 et 180 millions de tonnes, alors que l'objectif fixé se situe à 240 millions. Il en va ainsi de tous les secteurs. L'informatique, trop tard découverte par les Russes et qui aurait dû donner un sens à la centralisation des décisions au niveau du Gosplan, s'est traduite par un nouvel échec. Seules la corruption des décideurs et la concussion des fonctionnaires permettent la manifestation d'un certain effet de marché, mais dans des limites étroites et faussées. Il est de mode de dénoncer le marché noir, mais il est vraisemblable que, sans cette vengeance du libéralisme, d'innombrables circuits seraient tout à fait bloqués. L'analyse critique a été faite maintes fois d'une « société politiquement passive, qui manifeste une tendance à résoudre ses frustrations en s'enfonçant dans la corruption, dans la paresse et dans l'ivrognerie » (Hélène Carrère d'Encausse). La consommation d'alcool a plus que doublé depuis 1955 en URSS. Il ne s'agit pas seulement de vodka, dont le prix est élevé, mais surtout d'alcools artisanaux et de produits de substitution dangereux. Aussi la mortalité, qui a diminué jusqu'en 1964, a-t-elle tendance à remonter dangereusement, notamment chez les hommes, dans la tranche d'âge de 40 à 44 ans. Il existe, de ce fait, en Union soviétique une pénurie de main-d'œuvre, laquelle, combinée avec le manque de stimulants, explique en partie les faibles résultats économiques.

Toutes les réformes envisagées ou tentées depuis Kossyguine sont venues s'achopper au problème du contrôle exercé par l'appareil du Parti. Rendre leur liberté aux entreprises pour les affranchir du

1. Aux Etats-Unis, ce pourcentage est de 6,4 %, en France de 4,1 %.

désordre comptable propre aux établissements à financement public, de la déresponsabilisation et de l'arbitraire, admettre l'économie de marché, même sous une forme mixte et prudente que seuls les Hongrois ont réussi à faire fonctionner, c'est aller vers le dépérissement du Parti et la ruine des privilèges des *apparatchik*, ces milliers de petits chefs provinciaux qui constituent la clientèle indispensable du pouvoir de Brejnev.

Si décadence il y a, elle est bien là, au niveau politique. La Russie a de brillants cerveaux, des savants, des ingénieurs et pourrait avoir aussi des chefs d'entreprise s'il n'y avait pas ce blocage politique, un blocage qui ne s'exerce pas seulement sur l'économie, mais semble devoir paralyser le système même du gouvernement. Le Parti, qui conserve le pouvoir suprême, ne donne plus aucune impulsion. Il n'est plus un moteur, mais un frein. Son fonctionnement interne joue en faveur des caciques les plus âgés. Il mène à la pétrification du pouvoir. Il exige la conduite routinière des affaires par une haute administration qui se défie des initiatives et entend conserver un contrôle étroit de toutes les activités du pays. Il mène à ce que Lénine lui-même appelait « la perversion bureaucratique ».

Une pénible fin de règne

Le secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique est choisi par les dix à quinze membres du Politburo, étant entendu que la direction collective gardera l'essentiel du pouvoir et que sera suivie la ligne politique déjà tracée. Un manquement à cette règle non écrite peut signifier la perte du coupable : ce fut, en 1964, le cas de Khrouchtchev. Brejnev, pour sa part, a joué la règle du jeu avec une prudence frisant l'inertie, une inertie qui lui a permis d'aller jusqu'au bout d'une trajectoire aussi longue que médiocre. La fin du règne fut pénible.

Le 26 janvier 1982 mourait, à près de 80 ans, Souslov, le gardien de l'orthodoxie, le « faiseur de rois », l'arbitre des querelles. Il avait tenté, semble-t-il, d'arrêter une enquête sur une série de scandales éclaboussant la famille de Brejnev. Michel Tatu a raconté cette

affaire croustillante, maintenant assez bien connue, dans son livre sur Gorbatchev² : la fille de Brejnev, Galina, aimait la grande vie, les diamants et les voyages à l'étranger. Elle se lia avec les responsables du cirque de Moscou, personnages peu recommandables, notamment « Boris le tzigane », et mit à profit leurs tournées à l'étranger, où elle figurait sous un faux nom, avec les fonctions de « grimeuse », pour ramener devises et pierres précieuses. La santé de Brejnev déclinant assez rapidement, le KGB, dirigé par Andropov, se sentit assez puissant pour arrêter les trafiquants de la « bande du cirque » et le faire savoir aux correspondants étrangers à Moscou, de manière à jeter le discrédit sur le clan Brejnev. L'objectif était d'atteindre Constantin Tchernenko, n° 2 à l'époque, protégé par Brejnev et principal rival d'Andropov.

Quelques mois plus tard, le 10 novembre 1982, Brejnev s'éteignait à son tour.

Andropov : une étonnante habileté

Avant même la disparition prévisible et assez remarquablement prévue de Leonid Brejnev, les kremlinologues occidentaux avaient annoncé l'accession au pouvoir de Youri Andropov, qui, disaient-ils, l'emporterait très certainement sur son rival Constantin Tchernenko. Le fait vaut d'être noté comme une première car, de l'aveu de Paul Cook lui-même, le plus ancien et le meilleur expert des affaires soviétiques au département d'Etat, les prédictions des kremlinologues dans le passé n'avaient guère été brillantes, qu'il s'agisse de la succession de Staline ou de celle de Khrouchtchev.

Ce que l'on savait de la carrière de Youri Andropov laissait deviner une grande intelligence et une habileté peu commune : que l'homme de la répression de 1956 à Budapest et des sections spéciales des hôpitaux psychiatriques ait pu s'acquérir la réputation d'un « libéral » chez les Hongrois et chez les dissidents est étonnant,

2. Michel Tatu, *Gorbatchev, l'URSS va-t-elle changer ?*, Le Centurion, 1987.

mais c'est un fait. Né en 1914, il n'appartenait pas à la génération dite « de 1938 », celle qui est arrivée très jeune aux postes de responsabilité avant la guerre, après les grandes purges stalinienne. Il était de ceux qui furent choisis après la guerre, dans l'appareil, pour leurs capacités et qu'on a poussés régulièrement : d'abord la russification de la Carélie, puis un poste de conseiller d'ambassade à Budapest, en 1933, pour s'initier rapidement au métier et devenir, après un an, chef de poste à 40 ans. Il est tout à fait remarquable que, loin d'être sanctionné pour l'insurrection hongroise de 1956, il en soit sorti avec honneur. On le crédita du choix de Kadar (sur les conseils de Tito). Il s'était vu confier, en 1957, aussitôt après le drame hongrois, le département des relations avec les pays socialistes au Comité central, dont il devint le secrétaire en 1962. Son long passage au KGB ne l'empêcha pas de s'assurer, dans l'armée, l'appui sans lequel aucun chef politique ne peut espérer l'emporter en Russie. Il semble établi que c'est le maréchal Oustinov, ministre de la Défense, qui l'a fait préférer au pâle Tchernenko par le « noyau dirigeant », avec l'appui de Gromyko³.

Youri Andropov jouissait donc du soutien du complexe militaro-industriel qui le considérait comme étant, de loin, le plus capable. Son premier discours exalte d'ailleurs « la puissance indestructible des forces armées soviétiques ». Premier chef suprême à parler l'anglais depuis Nicolas II, Youri Vladimirovitch lit la littérature et la presse étrangères. Il emploie un nouveau langage, assez différent de la « langue de bois ». On parle à son sujet de « totalitarisme éclairé ». On note ses liens avec Alexandre Bovine, éditorialiste des *Izvestia*, discrètement opposé à l'affaire d'Afghanistan et modéré dans celle du Proche-Orient, et Boulatsky, directeur de l'Institut de Philosophie, antistalinien convaincu.

Travailleur infatigable, ayant peu de goût pour les médailles et autres marques du culte de la personnalité, menant une vie rangée,

3. L'expression « noyau dirigeant » du Politburo est apparue pour la première fois dans l'adresse au peuple soviétique annonçant la mort de Leonid Brejnev. On considérait à l'époque que ce noyau était composé d'Andropov lui-même, du maréchal Oustinov, de Tchernenko, du Premier ministre Tikhonov et de Gromyko.

désireux de lutter contre la corruption, Youri Andropov avait, en outre, le souci — peu répandu en URSS — de l'efficacité. Cherchant à placer chacun devant ses responsabilités, il allait déranger bien des habitudes. Avec l'appui de l'armée et des « guédistes »⁴, il pourrait, pensait-on, faire évoluer, dans une certaine mesure, la pesante société soviétique. Fin novembre, devant le Comité central, au lieu de vanter, comme le faisait Brejnev, les progrès accomplis dans tous les domaines, le nouveau secrétaire général consacre plus de la moitié de son discours à critiquer la bureaucratisation, la presse, le gaspillage et l'inertie, ajoutant qu'il n'avait pas de remèdes tout prêts pour remettre l'économie en mouvement, mais qu'il convenait de « peser et de prendre en considération l'expérience des pays frères ». On a voulu voir dans cette petite phrase une allusion au modèle hongrois, mais rien dans le reste du discours n'est venu conforter cette interprétation. Au reste, l'expérience hongroise n'était pas transposable en URSS pour des raisons historiques, géographiques et politiques. Il paraissait plus probable que l'on reprendrait sous quelque forme les idées de Libermann et de Trapeznikov que Kossyguine avait essayé de faire passer en 1965 et que l'appareil du Parti avait fait échouer⁵.

Andropov aurait pu rendre un certain tonus à l'économie, ne serait-ce que par la peur qui en Russie, selon Custine, « tient souvent lieu de pensée ». Un quelconque « libéralisme » n'aurait rien eu à voir ici, mais plutôt un rappel sévère de la notion de responsabilité chez les chefs et chez les cadres. A bien des égards, la politique annoncée par Andropov préfigure la *perestroïka*, mais pas la *glasnost*, c'est-à-dire la transparence. On peut penser néanmoins que le bref passage au pouvoir de Youri Andropov a préparé celui de Gorbatchev.

4. Les hommes du KGB reçoivent une formation spéciale et jouissent d'un traitement privilégié. Ils échappent de ce fait aux vices courants de la société soviétique : paresse et corruption, et paraissent seuls susceptibles, avec l'armée, d'appuyer efficacement le pouvoir.
5. Il s'agissait d'introduire une autonomie plus grande des entreprises, un retour relatif à la norme du profit et une certaine liberté des changes, sans pour autant mettre en question la propriété collective des moyens de production. Autant d'idées qui seront reprises par Gorbatchev.

« *It takes two to tango* »

Certains conseillers de Ronald Reagan, dont le secrétaire d'Etat, le poussaient à « saisir une occasion historique » (Kissinger) et à se rendre personnellement aux funérailles de Leonid Ilitch Brejnev. Le Président accepta de signer lui-même le registre de condoléances à l'ambassade soviétique de Washington, ce à quoi les Russes furent sensibles, mais il envoya à Moscou pour le représenter le vice-président George Bush, considérant qu'il appartenait aux Soviétiques de faire les premiers la preuve d'un changement de comportement, ou, à tout le moins, d'une volonté de discuter les problèmes, « d'autant, ajoutait-il, que ce sont eux qui les ont créés ». « Il faut être deux pour danser le tango », répondit le Président à un journaliste qui insistait pour savoir ce qu'il comptait faire, ce qui a amené Philip Geyelin, un éditorialiste du *Washington Post*, à remarquer que « si le tango est réellement ce que Ronald Reagan a en tête, ce sera de toute façon un progrès sur le rock and roll des deux dernières années ».

En fait, Youri Andropov ne tient que des propos très « gardés » et très balancés sur les problèmes extérieurs. Il déclare, le 22 novembre 1982, que « l'avenir appartient à la détente », mais il ajoute aussitôt : « Personne ne doit attendre de nous un désarmement unilatéral. Nous ne sommes pas des naïfs. » Quant à Georgi Arbatov, son compagnon des années cinquante, il répète aux 250 hommes d'affaires américains invités par l'Institut pour les Etats-Unis et le Canada, « qu'il n'y a pas d'alternative à la détente », mais que Moscou n'acceptera pas de normaliser ses relations avec Washington « aux conditions de capitulation exigées par le Président Reagan ». Il précise que les Etats-Unis devront renoncer à « utiliser le commerce comme une arme » (allusion à l'affaire du gazoduc que nous verrons plus loin).

On ne saura jamais quelle orientation Andropov aurait donnée à la politique extérieure soviétique, s'il avait vécu. Son bref inter-règne aura correspondu, dans les faits, plutôt à une aggravation de la tension Est-Ouest dont on ne peut toutefois lui attribuer la responsabilité. L'affaire polonaise et l'occupation de l'Afghanistan,

dont on a dit qu'il ne l'avait pas approuvée, étaient déjà fort engagées lorsqu'il est venu au pouvoir. L'« année Andropov », c'est-à-dire 1983, a été marquée par un drame dû aux défaillances du système de commandement militaire : le 31 août, un Boeing d'une ligne régulière sud-coréenne a été abattu au-dessus de Sakkaline, causant la mort de 269 victimes civiles. Il s'agissait de beaucoup plus qu'une bavure. Le coup fut dur pour l'orgueil russe. Traités de « barbares » par le monde entier⁶, empêtrés dans leurs silences, puis dans leurs dénégations, ils n'ont pu empêcher par la suite les experts occidentaux de se convaincre que la défense aérienne soviétique s'était révélée incapable, en deux heures, de distinguer un Boeing 747 civil de sa version militaire. Cette humiliation et les jugements très sévères portés sur eux ont provoqué une vague de sentiments anti-occidentaux outragés dont on n'a peut-être pas, sur le moment, vu l'ampleur et qui n'est pas sans avoir joué un rôle dans l'interruption *sine die* des négociations de Genève sur la maîtrise des armements en décembre 1983. Il convient d'ajouter que l'affaire du Boeing a considérablement aidé Washington à rallier les alliés européens hésitants au principe du déploiement des euromissiles.

Ronald Reagan n'a donc pas « dansé le tango » avec Youri Andropov. La santé du secrétaire général, déjà mauvaise, lors de son accession au pouvoir, se dégradait rapidement. Selon un communiqué rédigé par trois membres de l'Académie de Médecine, il souffrait d'une néphrite interstitielle. On l'avait mis sous dialyse (rein artificiel) dès février 1983. « A la suite d'une insuffisance cardiovasculaire et de l'arrêt de la respiration, la mort du secrétaire général est survenue à 16 heures 50 minutes, le 9 février 1984. » Le règne d'Andropov n'avait duré que quinze mois.

Tchernenko, « pape de transition »

La disparition d'Andropov, après celle de Brejnev, ainsi que leurs longues maladies laissèrent comme interdite une opinion occiden-

6. Tous les pays occidentaux ont interrompu leurs vols commerciaux vers Moscou, sauf la France.

tale qui en déduisit, non sans quelque apparence de raison, que le pouvoir du « maître du Kremlin » n'était pas aussi absolu qu'on pouvait le penser et que la machine soviétique tournait toute seule sur sa lancée.

Face à ce vide, la « direction » soviétique était divisée. Andropov n'avait pas eu le temps de changer plus de 20 % des responsables et Tchernenko, son principal rival, quoiqu'en mauvais état, était toujours là, chef du clan des brejnéviens, polarisant autour de lui les opposants virtuels. Il fallut une délibération inhabituellement longue de quatre jours pour faire élire secrétaire général par le plénum du 13 février 1984 ce vieillard impotent.

Prototype de l'*apparatchik*, pur produit du système et assez représentatif de ces bureaucrates qu'Andropov accusait, peu avant sa mort, d'incarner l'« inertie accumulée », Constantin Oustinovitch Tchernenko, âgé de 73 ans, n'avait jamais dirigé une région, une entreprise, une administration, il n'avait pas vécu la guerre, même de loin, mais il connaissait les détours du sérail et, après trente-six ans d'*agit-prop*, le maniement parfait du « chablon » la langue de bois, ce « latin monstrueux d'une église monstrueuse » (Louis Martinez). Quant à l'homme lui-même, le témoignage le plus vivant semble être celui d'Arkadi Chevtchenko, ancien secrétaire général adjoint de l'ONU qui a rompu avec Moscou en 1978. Selon l'ancien haut fonctionnaire soviétique, Constantin Tchernenko était un « paysan sibérien trapu, aux épaules rondes, ni intellectuel, ni théoricien, mais pragmatique comme un homme d'affaires qui sait ce qu'il veut, exigeant, brusque et autoritaire ayant une immense confiance en lui (...) plutôt taciturne, il s'exprime par phrases courtes et abruptes et intimide ses collaborateurs par sa forte présence physique (...) compagnon de boisson de Brejnev, il était à ce titre un peu méprisé par les non-buveurs, Souslov, Kossyguine et Gromyko »⁷.

Tel était le septuagénaire, au surplus valétudinaire, que le viscosité du système et quelque obscur principe d'Archimède ont fait monter à la surface. Il n'avait ni l'envergure, ni la personnalité de

7. *International Herald Tribune*, 22 février 1984.

Youri Andropov et l'on était tenté de dire qu'avec lui l'imagination ne serait certainement pas au pouvoir. Qui était responsable de ce choix consternant ?

Les nouveaux « faiseurs de rois »

On avait voulu voir dans la mort de Mikhaïl Souslov, le maître à penser du Parti, un grand tournant qui allait libérer des forces nouvelles. Il était vite apparu que Souslov était remplacé par d'autres « faiseurs de rois », en l'espèce le maréchal Oustinov et Andreï Gromyko. Ce sont eux, déjà, qui avaient fait pencher la balance en faveur d'Andropov en novembre 1982. Tchernenko leur a dû également son élection à la suite de tractations qu'on peut imaginer difficiles : il accédait au secrétariat général, mais il serait flanqué du plus jeune membre du Politburo, Mikhaïl Gorbatchev, 52 ans, collaborateur préféré d'Andropov, expert en agriculture, chargé d'importantes responsabilités dans le domaine économique, l'homme qui avait le plus travaillé depuis un an pour faire aboutir certains projets, introduire un sang nouveau dans les organismes régionaux et lutter contre la corruption. A la surprise des observateurs étrangers, c'est en effet Gorbatchev qui prononça le discours de clôture au Comité central, lors de la désignation de Tchernenko. Il apparaissait clairement comme le n° 2.

La promotion de Gorbatchev semble avoir été l'un des éléments d'un compromis en trois points, le second étant que les hommes nommés par Andropov resteraient en place et le troisième que la politique de son prédécesseur serait poursuivie⁸. Tchernenko s'y engagea effectivement au lendemain de son élection en déclarant : « Les formes de gestion devraient correspondre aux besoins actuels (..) il faut donner davantage de droits et de responsabilités aux entreprises, en éliminant les contrôles excessifs exercés par le centre. » Quant au renforcement de la discipline et à la lutte contre la paresse

8. Dev Murarka, *Gorbatchev*, Paris, Ramsay, 1987.

et l'ivrognerie, « il ne s'agit pas d'une campagne temporaire, mais d'une œuvre de longue haleine ».

Ces promesses faites par un « géronte fossilisé » ne sont pas sans intérêt, car on peut y voir la preuve que les réformes étaient bien dans l'air du temps et que même un cheval de retour de l'époque stalino-brejnévienne tel que Tchernenko était obligé d'en proclamer la nécessité.

L'Union soviétique fonctionnait, pourrait-on dire, en pilotage automatique depuis le début de la maladie de Brejnev, c'est-à-dire depuis plus de dix ans. Sous le couvert du principe de la collégialité et grâce à la prodigieuse passivité d'une société politiquement résignée, la Russie paraissait animée d'une sorte de mouvement inertiel, tel un engin balistique, avec cette différence qu'on connaît le but d'un missile alors que les Russes ignoraient quand et comment ils pourraient faire exister comme une réalité le socialisme que leur promettait depuis soixante-huit ans la « glorieuse révolution d'Octobre ».

Dans ce contexte atonique, les grands organes directeurs de l'Etat (armée, KGB, Gosplan) avaient une tendance naturelle, non seulement à persévérer dans leur être, mais à se tailler une part toujours plus grande des choix budgétaires et à la justifier par un activisme qui contrastait avec la stagnation du système. C'est ainsi qu'on devait à l'armée, semble-t-il, les initiatives les plus malheureuses des dernières années : l'invasion de l'Afghanistan, la crise des euromissiles et la destruction en vol du Boeing civil des Korean Air Lines. Le KGB pour sa part, qui ne compte pas moins de 500 000 fonctionnaires et agents, était « crédité » de l'attentat, par Bulgare interposé, contre Jean-Paul II et de l'assassinat du P. Popieluszko, entre autres peccadilles. Le secrétaire général était-il même informé ? Quant au Gosplan et à ses 11 000 fonctionnaires, ils avaient en charge l'élaboration et l'application des *piatilietka*, c'est-à-dire des plans quinquennaux qui arrêtent, sans tenir compte du coût, ni du marché, les normes de production et les prix de centaines de milliers de produits. A titre d'exemple, la viande qui coûtait fort cher à la production (84 F le kilo) était vendue dans les magasins 17 F au consommateur... quand il en trouvait.

Digitized by Google
Digitized by Google
Digitized by Google
Digitized by Google

